



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Marché de fournitures/prestations de services
Appel d'offres ouvert
Fourniture de carburants pour le groupement de commande
constitué de services de l'Etat en Nouvelle-Calédonie
N°2025_HC988_CARBURANTS**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Le présent document comporte 7 pages numérotées de 1 à 7

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRE.....	3
ARTICLE 2 – PERIMETRE	3
ARTICLE 3 – DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES	4
3.1 Fourniture de carburant.....	4
3.2 Volume attendue.....	4
3.3 Cartes accréditives	4
3.3.1 Au démarrage du marché	5
3.3.2 Approvisionnement en cours d'exécution.....	6
3.4 Engagements environnementaux	6
ARTICLE 4 – OUTIL DE GESTION EN LIGNE.....	6
5 – RESERVE DE SECURITE	7

ARTICLE 1 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRE

Le marché a pour objet la fourniture, au profit des services de l'Etat regroupés par convention n°2025-007, de carburants au moyen des cartes accréditatives auprès du réseau de stations-service du titulaire ou de celui de ses partenaires avec lesquels des accords commerciaux ont été conclus. Le marché comprend également la livraison de carburant sur certains sites des services bénéficiaires.

Le groupement de commandes est constitué des services de l'Etat dénommés « services bénéficiaires » énumérés comme suit ;

- le haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie,
- la police nationale,
- la direction régionale des douanes de Nouvelle Calédonie,
- le service pénitentiaire d'insertion et de probation de Nouvelle Calédonie,
- la direction de l'agriculture de la forêt et de l'environnement,
- l'antenne de Nouvelle-Calédonie de l'agence nationale des fréquences,
- la direction de l'aviation civile en Nouvelle-Calédonie,
- la direction des finances publiques de Nouvelle-Calédonie,
- la cour d'appel de Nouméa.

Les prestations du présent accord-cadre ne font l'objet d'aucune décomposition en lots.

ARTICLE 2 – PERIMETRE

Chaque service bénéficiaire possède son propre parc de véhicules administré par des gestionnaires de flotte. La liste des gestionnaires de flotte sera transmise au titulaire avant le démarrage du marché.

Les prestations visent l'ensemble du parc automobile existant actuellement (environ 245 véhicules), mais également les véhicules qui pourraient être acquis ou loués ultérieurement à la date de conclusion de l'accord-cadre et pendant toute la durée de validité du marché.

Les informations ci-dessous sont fournies à titre indicatif, les cartes accréditatives seront commandées progressivement, en fonction des besoins.

	Nombre de véhicule ESSENCE	Nombre de véhicule GAZOLE	Nombre de véhicule HYBRIDE	Nombre de carte hors parc	TOTAL
DAFE	3	2			5
DOUANES	11	10		1	22
POLICE NATIONALE	88	48		8	144
HCR	14	5	8	5	32
SPIP NC	9				9
ANFR	2				2
DAC	19	14		4	37
DFIP	1	2			3
COUR D'APPEL	8	1			9
TOTAL	155	82	8	18	263

Les véhicules sont amenés à se déplacer sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie. Afin de répondre à ces besoins, le titulaire devra a minima disposer d'un réseau de distribution présent sur l'ensemble du territoire.

Le listing de la couverture du réseau pétrolier devra être jointe dans l'offre.

ARTICLE 3 – DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 Fourniture de carburant

Les produits approvisionnés par le titulaire doivent être conformes aux spécifications en vigueur sur le territoire ainsi que les types de carburant exigés par les services. Le candidat fournira une fiche technique complète des fournitures qu'il propose.

Le prix de l'énergie retenu à la facturation sera le prix à la pompe diminué de la remise proposée au bordereau des prix unitaires.

L'approvisionnement en carburants à la pompe est assuré au moyen des cartes accréditives délivrées, et exclusivement auprès des stations-services du réseau du titulaire ou de celles de ses partenaires. Le titulaire devra avoir un réseau important en Nouvelle-Calédonie. Ce réseau doit permettre aux véhicules un approvisionnement sans parcourir des distances trop importantes.

Pour la direction de l'aviation civile en Nouvelle-Calédonie, le marché comprend la fourniture et la livraison de gazole destinée à l'approvisionnement de deux groupes électrogène située à Tontouta.

3.2 Volume attendue

Le volume prévisionnel annuel est indiqué dans le BPU.

3.3 Cartes accréditives

Le titulaire délivrera des cartes accréditives permettant l'accès à la fourniture de carburant à la pompe et aux prestations associées définies ci-après, sur l'ensemble du réseau titulaire en Nouvelle-Calédonie et de ses partenaires.

Les cartes accréditives devront également permettre le paiement de prestations annexes disponibles en station-service et/ou accessibles par utilisation des cartes accréditives. Elles comprendront a minima :

- Le lavage des véhicules en station,
- L'achat de lubrifiant et d'ADBLUE,
- L'achat de produits d'entretien mécanique de véhicule dans les boutiques.

La carte accréditive sera attribuée à un seul véhicule et identifiée par son numéro d'immatriculation et le service bénéficiaire associé. Le système permettant via une seule et même carte le retrait des carburants et le paiement des prestations énoncées ci-dessus est à privilégier.

Les remises consenties au présent accord-cadre seront valables sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie, quelle que soit la station ayant fait l'objet du retrait (stations-service du réseau du titulaire ou stations associées).

En outre, les services bénéficiaires pourront se voir dotés de cartes « Hors parc » permettant l'approvisionnement à la fois en carburants, en lubrifiants et l'achat de produits d'entretien de véhicule accessibles en boutique. La liste sera communiquée lors de la signature du marché.

Toute utilisation de la carte dans un point de vente agréé donne lieu à l'établissement d'un ticket signé par le porteur qui indiquera la date, la quantité, la nature du carburant, le lieu du retrait ainsi que son montant et le kilométrage. Chaque carte devra obligatoirement imposer la saisie du code secret et du kilométrage.

La carte accréditive devra pouvoir être paramétrable (restrictions horaires ou journaliers, plafond financier pour la délivrance de carburant, plafond financier pour le lavage et l'achats de produits lubrifiants, restriction par type de carburant, restriction par type de produit...).

Le choix du niveau des prestations sera fait par service bénéficiaire au moment de la commande des cartes. Au sein d'un même parc de véhicules, le niveau de prestations pourra varier d'une carte à l'autre.

Les services bénéficiaires s'engagent à conserver les cartes pendant toute la durée de validité du marché, sauf en cas de sortie de parc du véhicule.

Le titulaire s'engage à fournir à l'ensemble des gestionnaires de flotte la documentation relative au mode d'utilisation des cartes et de l'outil de gestion en ligne, toute modification faisant l'objet d'une communication complète aux gestionnaires de parc.

Si au cours du marché, le paiement de nouvelles prestations par le biais de la carte accréditive devenait possible, le titulaire en préviendra le représentant du pouvoir adjudicateur.

Résiliation

Le titulaire veille à ne plus facturer les frais afférents aux cartes restituées, perdues ou volées lors des années suivantes la restitution, la perte ou le vol.

Tout changement dans le parc de véhicules doit être immédiatement porté à la connaissance du titulaire du marché. Ainsi, si un service bénéficiaire souhaite résilier une carte (sortie de parc du véhicule), il notifie sa demande selon la procédure décrite par le titulaire dans son offre. Les cartes des véhicules retirées définitivement de la circulation doivent être restituées sans délai au titulaire.

3.3.1 Au démarrage du marché

Au démarrage du marché, le pouvoir adjudicateur communiquera la liste des gestionnaires de parc automobile qui sont les seuls habilités à :

- Demander la création de cartes ;
- Demander le renouvellement d'une nouvelle carte en cas de dysfonctionnement ;
- Demander la réédition des codes confidentiels ;
- Paramétrer les cartes ;
- Accéder aux informations de consommation.

Toute modification au sein de l'organisation fera l'objet d'une information auprès du titulaire par le service bénéficiaire.

Après la notification du marché, le titulaire recevra une commande reprenant les prestations commandées, par carte, le cas échéant. La fourniture des cartes est effectuée à l'adresse précisée par les services bénéficiaires au plus tard le 12 décembre 2025.

3.3.2 Approvisionnement en cours d'exécution

L'approvisionnement en cours de marché fera l'objet d'une demande de la part du service bénéficiaire. Le titulaire devra alors fournir une carte accréditive dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés. Ce délai court à compter de la date de réception, par le titulaire, de la demande transmise par le service bénéficiaire par mail. Un bon de commande viendra régulariser la demande.

- Dysfonctionnement des cartes

Le titulaire procèdera au renouvellement des cartes qui dysfonctionnent dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés à compter de la réception par le titulaire de la notification de dysfonctionnement émise par le gestionnaire de flotte. Si le dysfonctionnement n'est pas dû à une mauvaise utilisation du service bénéficiaire, le renouvellement de la carte sera à la charge du titulaire.

- Vol ou perte

En cas de vol ou de perte, le représentant du service bénéficiaire doit avoir la possibilité de faire immédiatement opposition à son utilisation. La mise en d'opposition doit pouvoir être réalisée par téléphone, courriel ou directement en ligne sur le site du prestataire. Le titulaire doit prendre en compte la demande au plus tard dans les 24h après le signalement. Le dépassement de ce délai pourra être soumis à l'application d'une pénalité prévue à l'article 25.1 du CCAP.

La fabrication de la nouvelle carte se fera par le titulaire dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de déclaration de perte ou de vol. Dans cette hypothèse, le titulaire pourra facturer le montant de la carte au tarif figurant au BPU.

Etant précisé que les délais maximums indiqués ci-avant peuvent-être optimisés dans l'offre du titulaire. En cas de délais optimisés dans l'offre du titulaire, ceux-ci deviendront contractuels par le biais d'une mise au point au moment de la notification du marché.

3.4 Engagements environnementaux

Le titulaire s'engage à fournir des prestations certifiées conformes aux normes environnementales.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code la commande publique, le titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement. Il fera ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du marché.

Les conditions sont les suivantes :

- optimiser ses déplacements lors des livraisons,
- favoriser l'écoconduite des chauffeurs assurant les livraisons,
- privilégier l'utilisation des véhicules relevant des normes EURO qui doivent respecter au minimum les prescriptions de la norme EURO 6.

Le titulaire veillera également lorsque c'est possible que les cartes accréditives soient composés de matériaux recyclés.

ARTICLE 4 – OUTIL DE GESTION EN LIGNE

Le titulaire doit proposer un portail en ligne permettant, via un accès sécurisé, une gestion globale des cartes accréditives. Les fonctionnalités minimales exigées incluent :

- la modification des paramètres des cartes : Le portail doit permettre de modifier les paramètres des cartes, notamment :
 - o la restriction des carburants pour chaque véhicule,
 - o la définition des types de dépenses autorisées, des plages horaires d'utilisation, et des plafonds hebdomadaires ou mensuels.
- La mise en opposition des cartes : En cas de perte ou de vol, le titulaire doit permettre la mise en opposition immédiate des cartes accréditives. Cette fonctionnalité doit être accessible en ligne et/ou via un service d'assistance téléphonique.
- Le suivi des consommations : Le portail doit permettre le suivi des consommations en carburant et en services associés (lavage, etc.) par carte, par véhicule et par type de carburant. Les données doivent être exportables aux formats .xls, .xlsx, .csv ou .pdf.
- La sécurité et confidentialité : L'accès au portail doit être sécurisé, avec des identifiants de connexion individuels pour chaque utilisateur. Le titulaire doit garantir la confidentialité des données traitées et mettre en place des mesures de sécurité appropriées pour protéger les informations sensibles.
- Les rapports et analyses : Le portail doit permettre la génération de rapports détaillés sur les transactions effectuées avec chaque carte, incluant les données suivantes : numéro de la carte, date de la transaction, immatriculation du véhicule, nature de la dépense, volume de carburant prélevé, montant de la transaction, etc. Ces rapports doivent être accessibles en ligne et exportables aux formats mentionnés précédemment.

Le titulaire s'engage à maintenir le portail en état de fonctionnement permanent. En cas d'indisponibilité, le titulaire doit rétablir le service dans un délai maximum de 7 jours à compter de la notification faite par le service bénéficiaire. Pendant cette période, les demandes doivent être traitées par le biais du service d'assistance ou équivalent.

5 – RESERVE DE SECURITE

Le titulaire s'engage à maintenir dans trois stations-services de Nouméa, une réserve de sécurité au profit exclusif des véhicules des services de l'Etat. Cette réserve, destinée à faire face à une éventuelle crise des approvisionnements doit représenter un total de 10 000 litres d'essence et 15 000 litres de gazole (dont la répartition par services sera proportionnelle aux nombres de véhicules et suivant les missions spécifiques). La liste des trois stations-services devra être transmise à la notification du marché au pouvoir adjudicateur.